



## **COMMISSION SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

### **RECOMMANDATION**

**Ixtapan de la Sal, Mexique  
24 au 27 novembre 2002**

*CONSIDÉRANT* que les problèmes écologiques actuels et leur relation avec les problèmes sociaux tout au long du siècle dernier sont le résultat de l'expansion industrielle, de la croissance de l'explosion sociale et de l'émergence de la société de consommation;

*RECONNAISSANT* que les questions environnementales, comme tout ce qui touche aux activités du gouvernement, exigent l'information, l'éducation, la sensibilisation et la participation de toute la population;

*RECONNAISSANT* qu'il faut lutter à l'échelle internationale contre des modèles de production et de consommation qui nuisent à l'environnement et retardent le développement humain;

*TENANT COMPTE* des accords signés au Sommet mondial de Rio et des accords de Kyoto, et évaluant les propositions qui sont ressorties du Sommet mondial de Johannesburg;

*NOUS, parlementaires de la COPA:*

*EXIGEONS* la reconnaissance du développement durable comme axe fondamental de toute politique publique;

*RÉCLAMONS* le renforcement de l'engagement social visant à créer une justice environnementale, à l'égal de la justice sociale;

*EXIGEONS* la mise en oeuvre de politiques agricoles durables qui mettent l'accent sur la production familiale, communautaire et de moyenne envergure;

*AFFIRMONS* que la législation environnementale doit stimuler l'agriculture durable;

*AFFIRMONS* que l'eau fait partie du patrimoine de l'humanité et est essentielle à la vie; c'est pourquoi l'État a la responsabilité d'assurer sa disponibilité de manière durable;

*PRENONS* l'engagement d'élaborer le cadre normatif pour que les États puissent entreprendre une restructuration écologique du secteur industriel;

*EXIGEONS* que nos gouvernements fassent la promotion de l'écotourisme associé à la conservation, à l'éducation environnementale et au développement économique des communautés locales;

*PROPOSONS* d'encourager le développement de sources d'énergie renouvelables, la conservation et l'utilisation efficace de l'énergie, ainsi que la production de technologies pour diminuer la consommation énergétique de la machinerie;

*ENGAGERONS* un débat à l'échelle du continent sur l'uniformité de la législation relative à la biodiversité, la lutte contre la piraterie biologique et l'établissement d'un code de bioéthique qui garantisse l'intégrité nationale, ainsi que la mise en place de politiques de coopération (technologique et environnementale) qui permettent de bâtir une société environnementale efficace, où on respecte la vie, l'utilisation efficace et le développement durable;

*CONFIRMONS* notre conviction touchant l'importance pour tous les gouvernements du continent de signer le Protocole de Kyoto;

*DEMANDONS* aux administrations locales de mettre en application le plan Action 21;

*EXIGEONS* également que nos gouvernements intensifient la lutte contre la pauvreté sous toutes ses formes et mettent en place des politiques d'éducation pour sensibiliser la population en ce qui a trait à l'importance du respect de l'environnement, et qu'ils intensifient l'application de technologies au service de la qualité de vie.